

## Droit de législation du Massachusetts Conserves agriculteurs

WASHINGTON, DC, le 6 août 2014 - Les producteurs de porcs du Conseil national et les éleveurs de porcs de l'Amérique d'aujourd'hui a remercié l'Assemblée législative du Massachusetts pour avoir refusé de passer un projet de loi malavisé de restreindre les droits des agriculteurs locaux. Législation soutenue par les groupes des droits des animaux aurait interdit les éleveurs de porcs à l'état de truies de logement dans les stalles de gestation.

Les producteurs de porc - la grande majorité familiale - utiliser des stalles de gestation pour les truies gestantes, car ils permettent des soins individualisés et d'éliminer l'agression des autres truies. Le projet de loi du Massachusetts aurait interdit la pratique, ainsi que d'autres pratiques limitées agriculteurs utilisent pour prendre soin de leurs animaux.

Le projet de loi a été approuvé par le Comité mixte sur le pouvoir judiciaire, mais a eu lieu dans le Ways and Means Committee du Sénat et n'a pas été soulevée à la Chambre plein devant l'Assemblée législative a terminé sa session formelle.

Pendant des années, bien financés groupes des droits des animaux ont versé des sommes importantes dans les états du nord dans une tentative infructueuse de législateurs musclées en adoptant des lois qui restreignent les droits des agriculteurs. Les Etats, qui ont peu de production de viande de porc, sont utilisés par les groupes des droits des animaux comme des pions pour faire avancer un programme national visant à contrôler la façon dont les agriculteurs à augmenter et prendre soin de leurs animaux.

«Les agriculteurs de la famille du Massachusetts sont soulagés le législateur avait le bon sens de ne pas perdre de temps à débattre d'une loi interdisant les choix des agriculteurs en prenant soin de leurs animaux", a déclaré Lisa Colby, un éleveur de porcs de Newburyport, Mass.

Sous la pression intense et continue des groupes des droits des animaux, Massachusetts éleveurs de porcs se sont solidés et ont refusé de se laisser intimider.

"Il est regrettable ces organisations insistent sur le gaspillage législateurs de l'époque - et leurs bailleurs de fonds de contributions - sur tant de tentatives infructueuses de nier le droit à la ferme des agriculteurs", a déclaré Colby. "Pas de deux fermes se ressemblent, et nous remercions le législateur pour se rendre compte que les agriculteurs devraient avoir la liberté d'exploiter de la meilleure façon de leur ferme et leurs animaux."

NPPC est la voix mondiale pour l'industrie du porc des États-Unis, protéger les moyens de subsistance de 67 000 producteurs de porcs de l'Amérique, qui respectent les principes éthiques à prendre soin de leurs animaux, à la protection de l'environnement et de la santé publique et en fournissant sûrs, sains, produits de porc nutritifs aux consommateurs dans le monde entier. Pour plus d'informations, visitez [www.nppc.org](http://www.nppc.org).

Porc États-Unis se prononce sur les questions commerciales importantes

WASHINGTON, DC, le 4 août 2014 - Le Pork Producers Conseil national pesé sur deux questions commerciales importantes, insistant sur le fait que les négociateurs commerciaux des États-Unis obtiennent du Japon un accord sur la viande de porc similaire à celui des États-Unis a obtenu de la Corée du Sud et exhortant les législateurs à exclure l'Afrique du Sud à une mesure d'échanges préférentiels des États-Unis.

Dans un témoignage écrit présenté à la commission des finances du Sénat Commerce international, douanes, et Sous-comité sur la compétitivité mondiale, a déclaré que le NPPC Corée-États-Unis Accord de libre-échange, qui a été mis en œuvre en Mars 2012, "offre le genre de possibilités d'accès pour le porc américain qui NPPC aimerait voir dans tous les ALE américains." Il a noté que l'accord sur la viande de porc dans l'accord a été réalisé malgré l'opposition de la Corée du Sud agriculteurs et comparé avec l'offre du Japon sur la viande de porc dans les négociations de partenariat transpacifique. Les négociateurs commerciaux du Japon ont jusqu'ici refusé d'éliminer les tarifs sur le porc - et nombre d'autres produits agricoles «sensibles» - en raison de l'opposition des agriculteurs japonais.

«L'ouverture du marché de la viande de porc des États-Unis n'est plus politiquement sensible au Japon que dans la Corée du Sud", a déclaré NPPC, qui a également souligné que l'élimination des droits de douane et les barrières non tarifaires sur tous les produits est la marque de US ALE. "Il n'y a absolument aucune raison Japon devrait être traitée différemment des autres partenaires des États-Unis de libre-échange."

L'organisation a également envoyé des témoignages de voies et moyens sous-comité du commerce Maison sur le renouvellement de la Loi sur African Growth and Opportunity (AGOA), qui donne aux pays africains un traitement préférentiel pour leurs produits sur le marché américain. AGOA expire l'an prochain. (Le témoignage de l'AGOA a également été soumis à la commission des finances du Sénat.)

NPPC favorise le renouvellement de l'AGOA pour les pays qui respectent leurs obligations commerciales internationales et qui permettent l'accès à leurs marchés pour les produits américains. Il dit que l'Afrique du Sud, qui ne répond pas à ces critères, devrait être exclue, et les États-Unis ne devrait pas entamer des négociations de libre-échange avec ce pays.

Malgré des années de discussions techniques entre les gouvernements américain et sud-africains, NPPC a souligné dans son témoignage, la nation africaine n'a fait aucun effort pour éliminer les obstacles au commerce des États-Unis dans le porc. Les restrictions, dit NPPC, ne sont pas fondées sur des préoccupations légitimes de sécurité alimentaire et probablement violent les règles de l'Organisation mondiale du commerce.

"Compte tenu de l'interdiction de facto de l'Afrique du Sud sur la viande de porc des États-Unis et son absence de progrès dans l'ouverture de son marché", a déclaré NPPC, "l'Afrique du Sud devrait être exclu de la participation au programme de l'AGOA."